

Art. 21. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
J. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement
et à l'Emancipation sociale,
Mme M. SMET

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 708

Arrêté royal n° 514 modifiant, en ce qui concerne la prépension de retraite, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté trouve sa base juridique dans l'article 1er, 3°, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Selon cette disposition, afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, adapter ou modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondés sur l'assurance et la solidarité.

Plus précisément, le présent projet, qui a une portée limitée, vise tout d'abord à mettre fin dès à présent à la délégation de pouvoir accordée au Roi par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, délégation selon laquelle le Roi peut prolonger l'application du régime de prépension de retraite organisé, jusqu'au 31 décembre 1987, par l'arrêté royal n° 95 du 28 septembre 1982.

Simultanément et au vu des perspectives du chômage en 1988, le Gouvernement propose toutefois de maintenir ce système de prépension en vigueur jusqu'à la fin de l'année 1988 pour l'ensemble des travailleurs salariés et jusqu'à la fin de l'année 1989 pour les bénéficiaires du régime dérogatoire organisé par l'article 85 de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales.

La prépension de retraite a été organisée dans le régime de pension des travailleurs salariés par l'arrêté royal n° 95 d'abord jusqu'au 31 décembre 1985, puis prolongée jusqu'à la fin de l'année 1987 par la loi du 22 janvier 1985. Cette dernière loi a par ailleurs confié au Roi le pouvoir de procéder à des prolongations ultérieures. La prépension de retraite est accordée à partir de l'âge de 60 ans à tout travailleur salarié en activité qui le demande et qui est remplacé par un demandeur d'emploi. La pension accordée dans ces conditions est égale à la pension que l'intéressé aurait obtenue s'il avait atteint l'âge de 65 ans et s'il avait continué son activité jusqu'à cet âge. La réduction pour anticipation n'est pas appliquée.

Ce régime d'exception a connu un important succès et permis ainsi d'atteindre l'objectif poursuivi, c'est-à-dire l'engagement, jusqu'à présent, de quelque 29 000 demandeurs d'emploi.

Art. 21. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
J. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Leefmilieu
en Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 708

Koninklijk besluit nr. 514 tot wijziging, wat het brugrustpensioen betreft, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen vindt zijn juridische grond in artikel 1, 3°, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Volgens die bepaling, kan de Koning, met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, bij in Ministerraad overlegd besluit, de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aanpassen of wijzigen, erover wakend dat, wat de vervaningsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minstbegoeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginselen en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit.

Inzonderheid, beoogt dit ontwerp, waarvan de draagwijdte beperkt is, in de eerste plaats, vanaf nu, een einde te maken aan de machtiging die, bij de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, aan de Koning werd toegekend. Door deze machtiging kan de Koning de toepassing van het stelsel van het brugrustpensioen, dat bij koninklijk besluit nr. 95 van 28 september 1982 tot 31 december 1987 werd ingevoerd, verlengen.

Gelijktijdig en met het oog op de vooruitzichten inzake werkloosheid voor 1988, stelt de Regering echter voor dit stelsel van brugrustpensioen voor het geheel van de werknemers te behouden tot einde 1988 en voor de genothebbers van de afwijkende regeling, geregeld door artikel 85 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, tot einde 1989.

Het brugrustpensioen werd in de regeling voor werknemers, bij koninklijk besluit nr. 95 ingevoerd eerst tot 31 december 1985, vervolgens bij de wet van 22 januari 1985 verlengd tot het einde van 1987. Deze laatste wet heeft overigens aan de Koning de machtiging gegeven tot verdere verlengingen. Het brugrustpensioen wordt toegekend vanaf 60 jaar aan elke werkende werknemer die het aanvraagt en die door een werkzoekende wordt vervangen. Het pensioen, dat luidens die voorwaarden wordt toegekend, is gelijk aan het pensioen dat belanghebbende zou bekomen hebben indien hij de leeftijd van 65 jaar had bereikt en zijn activiteit tot die leeftijd had verdergezet. De vermindering wegens vervroeging wordt niet toegepast.

Deze uitzonderingsregeling heeft een belangrijk succes gekend en liet toe de vooropgestelde doelstelling te bereiken, namelijk de aanwerving, tot op heden, van zowat 29 000 werkzoekenden.

Cependant, le Gouvernement estime que même si ce système était moins onéreux que le système de la prépension légale qu'il a remplacé, les prépensions de retraite sont devenues trop coûteuses. La moyenne des prépensions de retraite est, en effet, nettement supérieure à la moyenne des pensions ordinaires. L'importance de la charge financière impose donc l'abrogation de cette mesure.

Mais en compensation et notamment dans la même optique de libération d'emplois par les travailleurs les plus âgés, le Gouvernement examine la possibilité d'organiser un régime de retraite flexible qui permettrait à tout travailleur salarié ou indépendant qui le souhaite de prendre sa retraite normale, sans réduction, dès l'âge de 60 ans. Un projet instituant cette sorte de régime de pension à la carte a été soumis à l'avis du Conseil national du travail. Cette institution vient de rendre un avis intérimaire, sa décision finale ne pouvant être prise avant le mois de juin. Comme, en outre, le Gouvernement n'envisage pas de régler ce problème autrement que par la loi, il n'est matériellement pas possible de prévoir une éventuelle entrée en vigueur avant le 1er janvier 1989.

Par ailleurs, tenant compte d'une part, de la nécessité de régler le problème du chômage qui se pose à court terme, soit en 1988, et d'autre part de l'opportunité d'assurer le relais jusqu'au 1er janvier 1989, date à laquelle prendrait éventuellement cours le régime de retraite flexible, le Gouvernement propose de prolonger la prépension de retraite d'une année, c'est-à-dire jusqu'à cette date.

Enfin, il importe de prendre cette décision dans les plus brefs délais afin d'informer immédiatement la population et de permettre aux travailleurs concernés de prendre les dispositions nécessaires.

Il a été tenu compte des observations du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° « modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés », a donné le 23 mars 1987 l'avis suivant :

Le fondement légal et le contenu du projet n'appellent pas d'observations.

Pour que l'arrêté en projet soit facilement identifiable, il conviendrait de préciser l'intitulé comme suit :

« Arrêté royal n° modifiant, en ce qui concerne la prépension de retraite, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ».

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;
M. J. Vermeire, et
Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;
Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,
M. Benard.

Le président,
H. Coremans.

De Regering is echter van oordeel dat, zelfs indien dit stelsel minder kostelijk uitvalt dan het stelsel van het wettelijk brugpensioen waarvan het de vervanging is, de brugrustpensioenen te duur geworden zijn. Het gemiddelde van de brugrustpensioenen ligt, inderdaad, aanzienlijk hoger dan het gemiddelde van de gewone pensioenen. De belangrijkheid van de financiële last vereist dus de opheffing van die maatregel.

Maar, ter compensatie en meer bepaald in dezelfde optiek tot vrijmaking van werkgelegenheid door oudere werknemers, onderzoekt de Regering de mogelijkheid om een flexibele pensioenregeling in te voeren waardoor aan elke werknemer of zelfstandige, die het wenst, de gelegenheid zou worden gegeven om, zonder vermindering, vanaf 60 jaar op pensioen te gaan. Een ontwerp tot invoering van een dergelijke pensioenregeling naar keuze werd voor advies voorgelegd aan de Nationale Arbeidsraad. Deze instelling heeft, zojuist, een tussentijds advies uitgebracht, daar een definitieve beslissing niet vóór de maand juni kan worden genomen. Aangezien bovendien de Regering niet beoogt dit probleem anders te regelen dan bij wet, is het materieel onmogelijk om in een eventuele inwerkingtreding te voorzien vóór 1 januari 1989.

Rekening houdende enerzijds met de noodzaak om het probleem van de werkloosheid voor de onmiddellijke toekomst, hetzij 1988, te regelen en anderzijds met de opportuniteit de overgang tot 1 januari 1989 te vrijwaren, datum waarop de flexibele pensioenregeling eventueel zou ingaan, stelt de Regering voor het brugrustpensioen met één jaar te verlengen, namelijk tot die datum.

Ten slotte dient deze beslissing binnen de kortst mogelijke termijn genomen te worden ten einde de bevolking onmiddellijk in te lichten en aan de betrokken werknemers de mogelijkheid te bieden om de noodzakelijke maatregelen te nemen.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 20 maart 1987 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. « tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers », heeft op 23 maart 1987 het volgend advies gegeven :

Omtrent de rechtsgrond en de inhoud van het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

Om het ontwerp indentificeerbaar te houden, verduidelijke men het opschrift als volgt :

« Koninklijk besluit nr. tot wijziging, wat het brugrustpensioen betreft, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;
De heer J. Vermeire, en
Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;
Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,
M. Benard.

De voorzitter,
H. Coremans.

31 MARS 1987. — Arrêté royal n° 514 modifiant, en ce qui concerne la prépension de retraite, l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 3° et 3, § 2;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 5 bis de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, y inséré par l'arrêté royal n° 95 du 28 septembre 1982, modifié par la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et par la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots « 31 décembre 1987 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 1988 »;

2° le § 1er est complété par l'alinéa suivant :

« La période pendant laquelle la pension visée à l'alinéa 1er peut prendre cours, se termine le 31 décembre 1989 pour le bénéficiaire d'une prépension visé à l'alinéa 2, ayant pris cours avant le 1er janvier 1988. »;

3° le § 2, alinéa 2, est abrogé.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

F. 87 — 709

Arrêté royal n° 520 modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à donner exécution à l'article 1er, 2°, b) et d) et 3° de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; ces dispositions accordent au Roi la compétence, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, et d'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de la sécurité sociale.

L'arrêté royal n° 491 a supprimé la Caisse de répartition des pensions communales créée en vertu de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, et ses fonctions ont été reprises par l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.).

31 MAART 1987. — Koninklijk besluit nr. 514 tot wijziging, wat het brugrustpensioen betreft, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 3° en 3, § 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Pensioenen, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5 bis van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 95 van 28 september 1982, gewijzigd bij de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en bij de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « 31 december 1987 » vervangen door de woorden « 31 december 1988 »;

2° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De periode gedurende dewelke het pensioen beoogd in het eerste lid kan ingaan, eindigt op 31 december 1989 voor de begunstigde met een brugpensioen bedoeld in het tweede lid, ingegaan vóór 1 januari 1988; »

3° § 2, tweede lid, wordt opgeheven.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

N. 87 — 709

Koninklijk besluit nr. 520 tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 2°, b) en d) en 3° van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepalingen verlenen aan de Koning de bevoegdheid, bij in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen te nemen ten einde de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, en de reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen.

Door koninklijk besluit nr. 491 werd de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen, opgericht door de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, afgeschaft en werden haar functies overgedragen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten (R.S.Z.P.O.).